

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Doubs

Commune de Vieux-Charmont

ENQUÊTE PUBLIQUE

relative au projet

d'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Vieux-Charmont (25)

Consultation publique

du 01 décembre 2025 au 08 janvier 2026

**PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE
DES OBSERVATIONS**

de

Monsieur Gérard NÉRICH, commissaire enquêteur.

Ce jour, le seize janvier deux mille vingt-six,

Nous, Gérard NÉRICH, commissaire enquêteur, désigné par la décision n° E25000097/25 du 27 octobre 2025 de Madame la Présidente du tribunal administratif de Besançon (25),

Vu l'article R 123-18 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté d'organisation d'enquête n° 16 du 07 novembre 2025 de Monsieur le Maire de Vieux-Charmont (25),

Rapportons ci-après les observations formulées par le public après un bref préambule et un bilan de la participation.

PRÉAMBULE

L'enquête publique portait sur le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Vieux-Charmont (25).

La phase de consultation du public s'est déroulée du lundi 01 décembre 2025 à 09 heures 00 au jeudi 08 janvier 2026 à 16 heures 00 (soit 39 jours consécutifs), selon les modalités fixées par l'arrêté n° 16 du 07 novembre 2025 de Monsieur le Maire de Vieux-Charmont.

La consultation du public s'est déroulée dans une ambiance calme et sereine.

Aucun dysfonctionnement ou incident qui aurait pu nuire à la bonne participation du public n'a été porté à la connaissance du commissaire enquêteur.

BILAN DE LA PARTICIPATION DU PUBLIC

L'enquête publique a suscité un intérêt certain de la part du public. Le registre dématérialisé a été consulté 1641 fois et 1435 téléchargements de pièces du dossier d'enquête publique ont été enregistrés.

Aucune personne n'est venue consulter le dossier papier en mairie de Vieux-Charmont.

9 observations ont été déposées (dont deux doublons) :

- 6 sur le registre papier en mairie,
- 3 sur le registre dématérialisé.

Il convient de souligner que deux doublons ont été identifiés. Ils ont fait l'objet d'une mention spécifique dans les synthèses des observations concernées.

Lors de ses permanences, le commissaire enquêteur a reçu 09 personnes qui souhaitaient obtenir des informations sur le dossier. 06 d'entre elles ont déposé une observation.

Aucun courrier n'a été adressé au commissaire enquêteur pendant la phase de consultation du public.

TABLEAU DES OBSERVATIONS

Le tableau ci-dessous contient une synthèse des observations. Le Maître d'ouvrage a eu accès à l'intégralité de leur contenu et de leurs éventuelles pièces jointes. (RP = registre papier, RD registre dématérialisé).

N°	Nom	Résumé succinct de l'observation	Réponse du maître d'ouvrage
1 RP	Nathalie SAILLARD- FAURE	Le site du parc des Alliaires figure au classement des «sites et sols pollués» (BASOL) et fait l'objet d'un suivi. L'étang implanté, en contrebas de celui-ci, dans lequel la pêche est autorisée, fait-il l'objet d'un suivi en vue de détecter d'éventuelles pollutions ?	
2 RP	Pierre GIGON	M.GIGON est propriétaire des parcelles AH 155 et AH 117 situées en zone Ap dans le projet de PLU. Le classement de celles-ci, selon lui, n'est pas conciliable avec : <ul style="list-style-type: none"> - leur implantation en bordure d'une voie structurante, - leur continuité immédiate avec le tissu urbain, - l'existence d'une artificialisation matérialisée par la présence d'un bâtiment annexe sur la parcelle AH 117, - la protection paysagère non justifiée au regard de l'état réel du site, - l'absence de fonctionnalité avérée avec l'activité agricole. Il demande par ailleurs la justification ou la rectification de la protection paysagère en l'absence d'éléments	

N°	Nom	Résumé succinct de l'observation	Réponse du maître d'ouvrage
		<p>objectivables sur le site.</p> <p>M. GIGON souhaite le réexamen du classement Ap de ses parcelles, la correction des erreurs matérielles (présence d'un petit hangar/suppression de la protection paysagère). Il souhaite connaître la cohérence d'ensemble de ce zonage et se voir expliciter la déclinaison locale des objectifs de sobriété foncière.</p>	
3 RP	Régine MARTI	<p>Mme MARTI a déposé une contribution au sujet du classement d'une grande partie des terrains de sa propriété dans le cadre du projet de PLU en zone N ou Ubj. Elle demande que ceux-ci soient classés en zone Ub dans le cadre du futur PLU. Son habitation est classée comme élément de patrimoine à préserver. Elle s'interroge sur les conséquences juridiques et sur la portée concrète de cette disposition. Elle s'interroge sur les conséquences en cas d'inapplication des prescriptions (notamment pour motifs d'ordre économique l'empêchant de les mettre en œuvre).</p> <p>La commune va-t-elle participer, le moment venu, au financement des travaux ?</p>	
4 RP	Laurence PETON	<p>Mme PETON est propriétaire avec sa sœur (Mme WELLENREITER) de la parcelle AK 212 , implantée rue de l'Allan à Vieux-Charmont. Dans le cadre du projet PLU,</p>	

N°	Nom	Résumé succinct de l'observation	Réponse du maître d'ouvrage
		celle-ci est classée en zone UBj. Elle demande qu'elle soit classée en zone Ub car elle a projet de construction d'une maison d'habitation.	
5P	Simone LE MEUR	<p>Mme LE MEUR est propriétaire des parcelles AE 473 et AH 113, qui sont classées en zone AP dans le cadre du projet de PLU. Elle demande que la parcelle AE 473, viabilisée et implantée rue du Manège soit classée en zone constructible Ub.</p> <p>Elle demande par ailleurs que la parcelle AH 113 située en bordure du projet abandonné de boulevard urbain soit également classée en zone constructible Ub. Elle souligne qu'il n'y a plus d'agriculteur dans la commune et qu'il est très difficile de cultiver des superficies aussi faibles dans une zone urbanisée du fait des normes agricoles actuelles.</p>	
6P	Étienne JACQUOT	<p>M. JACQUOT est propriétaire des parcelles AA1 et AA2.</p> <p>Dans le cadre du projet de PLU une extrémité ouest de la parcelle AA1 a été classée en zone Ub.</p> <p>Il demande que ce soit l'extrémité ouest de la parcelle AA2 (attenant à la parcelle AA1) qui soit classée en zone constructible Ub, car il a un projet de construction</p>	

N°	Nom	Résumé succinct de l'observation	Réponse du maître d'ouvrage
		d'une habitation.	
1 RD	Mairie de Vieux-Charmont	Essai de bon fonctionnement du registre dématérialisé le 01 décembre 2025 à l'ouverture de l'enquête.	
2 RD	Pierre GIGON	Doublon. M. GIGON a transmis le même document qu'il avait déjà remis au commissaire enquêteur, lorsqu'il a formulé l'observation n° 2 RP sur le registre papier détenu à la mairie de Vieux-Charmont.	
3 RD	Cabinet HUGLO LEPAGE avocats	Le cabinet HUGLO LEPAGE a déposé une contribution en qualité de conseil de Mme Mauricette LANG-MARCONNET. La contribution porte sur le classement des parcelles AA 4, AA 5, AA 6, AA 33 et AA 121 ainsi que sur les prescriptions réglementaires associées. Le conseil demande le reclassement de la parcelle AA 121 en zone UB (a minima pour la partie correspondant au STECAL étendue jusqu'à la limite parcellaire ouest), qui selon lui est la solution la plus cohérente. Il argue qu'elle est inexploitée et inapte à l'exploitation agricole. Il précise que cette parcelle est déjà bâtie, habitée et desservie. Le conseil demande que les parcelles AA 4, AA 5, AA 6 et AA 33 soient classées en zone UB à l'instar des terrains	

N°	Nom	Résumé succinct de l'observation	Réponse du maître d'ouvrage
		contigus relevant déjà de la trame urbaine. A défaut de rendre le STECAL réellement opérant (le périmètre du STECAL doit être redéfini de façon utile, le règlement du STECAL doit évoluer pour autoriser une constructibilité effective).	
4 RD	Maître SAGELOOLI du Cabinet Huglo Lepage avocats	<u>Doublon.</u> Le cabinet HUGLO LEPAGE a déposé une contribution par mail en qualité de conseil de Mme Mauricette LANG-MARCONNET. Il s'agit du même document déposé par le biais de la contribution n° 3 RD.	

QUESTIONS AU MAÎTRE D'OUVRAGE

1ère question :

Pour quelles raisons les terres à vocation agricole situées en zone N n'ont pas été classées en zone A ?

2ème question :

Le règlement écrit permet difficilement l'installation d'une nouvelle exploitation agricole à Vieux-Charmont, notamment pour des activités de maraîchage ? Qu'est-il envisagé pour le permettre ?

3ème question :

Le règlement de la zone UB, Ube, Uec permet « dépôt et stockage de déchets de toute nature, de véhicules usagés, de ferrailles et matériaux de démolition ou récupération ». Cette potentialité est toutefois assortie de conditions.

Cette disposition peut apparaître en opposition avec «un cadre de vie de qualité». Quelles sont les justifications de cette disposition ?

4ème question :

Quels sont les critères de choix retenus pour identifier les divers éléments de patrimoine à préserver dans la fiche paysage ? Pour quelles justifications, l'ancienne école, le temple protestant (1843) et l'église (fin du XIX^{ème} siècle et début du XX^{ème} siècle) n'ont-ils pas été retenus ?

CLÔTURE DU PROCÈS-VERBAL

Conformément à l'article R 123-18 du code de l'environnement, le commissaire enquêteur prie Monsieur le Maire de Vieux-Charmont, maître d'ouvrage, de bien vouloir lui adresser un mémoire en réponse.

Le présent procès-verbal étant remis en mains propres le 16 janvier 2026 à 10 heures 00, le document sollicité devra lui parvenir dans un délai maximal de 15 jours, soit avant le 30 janvier 2026.

Fait et clos à Vieux-Charmont, le 16 janvier 2026.

Gérard NÉRICH,
commissaire enquêteur



Remis le 16 janvier 2026

Émargement du maître d'ouvrage :

